

**ÉDITO**

Le Front national n'aura donc finalement remporté aucune région à l'issue des élections de décembre dernier, malgré un nombre record de voix en sa faveur. C'est incontestablement une désillusion pour un certain nombre de militants frontistes à qui leurs responsables avaient prédit une superbe victoire. Hélas, ils pourront se consoler en voyant que leurs idées s'ancrent dans la société, et que certaines de leurs propositions sont reprises, non seulement par la droite, mais aussi par le gouvernement.

**Pour nous, l'extrême droite ne se résume pas à un épouvantail utilisé à la veille des élections, et qui s'oublierait une fois le scrutin terminé.**

Aujourd'hui, elle surfe sur la stigmatisation des musulman-es ou considéré-es comme tel-les, en instrumentalisant la peur du terrorisme ou s'auto-proclamant féministe. Elle prône le rejet de l'immigration et la fermeture des frontières comme solution en désignant les migrant-es comme responsables de tous les maux. Et sans avoir besoin de gagner d'élections, elle fixe l'agenda politique et ses idées sont reprises par l'ensemble de l'échiquier politique et médiatique.

**Plus que jamais, dans nos entreprises et nos services, il faut expliquer et démontrer que le FN est un parti de bourgeois, au service du capitalisme,**

qu'il n'est pas « contre le système » mais complètement intégré au système capitaliste, et que son projet de société n'est en rien d'améliorer les conditions de vie et de travail des salarié-es. De la même façon, il s'agit de montrer clairement aux collègues que l'obsession antisémite de la bande à Soral-Dieudonné, comme le racisme du FN, ne sert, qu'à diviser les salarié-es et masquer les vraies responsabilités. En désignant tel ou tel groupe, on épargne une classe sociale, celle des patrons, des actionnaires et des banquiers.

Nous continuerons à nous opposer à l'extrême droite sous toutes ses formes, que ce soit à travers la campagne intersyndicale

CGT/Solidaires/FSU, dans le travail au sein de Visa, avec les collectifs unitaires, mais surtout en pratiquant chaque jour un syndicalisme de terrain capable de (re)créer des solidarités concrètes. **Parce qu'entre l'extrême-droite et nous, nous le savons bien, il n'y a aucun compromis possible !**

**SOMMAIRE**

**éducation et jeunesse:  
les pratiques des  
mairies d'extrême-  
droite page 2**

**économie et front  
national: des  
mauvaises questions  
et des mauvaises  
réponses page 4**

**les différentes  
organisation  
étudiantes d'extrême-  
droite page 7**

**le nouveau livre de  
visa est en vente!  
lumière sur mairies  
brunes page 8**

**solidaires loiret:  
antifascistes toujours  
page 10**

**mots croisés  
antifascistes page 12**

# ÉDUCATION ET JEUNESSE : LES PRATIQUES DES MAIRIES D'EXTRÊME-DROITE

C'est au lendemain des déclarations du maire de la ville sur le fichage des élèves par religion à partir de leurs prénoms que des militant-es CGT, FSU et Solidaires se sont réunis le 6 mai 2015 à Béziers pour une journée intersyndicale « Uni-es contre l'extrême-droite ». Sous forme d'ateliers, la centaine de participant-es a pu échanger sur les pratiques des municipalités FN, RBM ou Ligue du Sud, que ce soit sur les questions sécuritaires, la politique culturelle ou les méthodes vis-à-vis des employé-es municipaux.

L'atelier Education-Jeunesse a permis des échanges entre militant-es de différents secteurs qui vivent et/ou travaillent dans des communes d'extrême-droite du Sud de la France. Quelques exemples ci-dessous.

## Intrusions dans les programmes et la pédagogie

Alors qu'à Béziers, la mairie veut imposer la blouse à l'école, à Bollène, la maire a fait la lecture d'un poème de Paul Eluard aux personnels puis l'a détourné pour faire la promotion de la manif pour tous. Dans plusieurs communes, ce sont les ELCO (Enseignements des langues et

cultures d'origine), qui sont menacés, le maire de Camaret a déclaré : « ils feraient mieux d'apprendre le français ». A Cogolin, la mairie a déclaré que comme des enseignements pour toutes les langues demandées ne peuvent pas être organisés alors la mairie n'en organise aucune, dans un « souci d'égalité ». A Beaucaire, le maire a déclaré au sujet des élèves allophones : « allophone ! Allô quoi ! » et cela apparaît dans le bulletin municipal.

## Violence des élu-es avec les personnels

Dans plusieurs communes, le nombre d'Atsem (Agent territorial spécialisé des écoles maternelles) affecté par classe a été réduit mais tout en restant dans la légalité. Ces mairies savent que la loi impose seulement 1 Atsem par classe, elles refusent d'assurer les remplacements toujours sous prétexte de budget serré et font pression sur les personnels qui, eux-elles, veulent conserver leurs postes.

Le maire de Béziers a annoncé un grand plan de réfection des écoles, un budget d'un million pour la réfection

## Brève antifasciste...

L'organisation syndicale suédoise SAC (Sveriges Arbetares Centralorganisation), a lancé une campagne de soutien aux conducteurs et conductrices de bus de Stockholm qui, à l'automne 2014, ont refusé de conduire des bus de la compagnie SBSS qui portaient des publicités électorales du parti d'extrême-droite « Les Démocrates Suédois » (SD). Suite à cette résistance collective, la direction les traîne en justice ! La compagnie SBSS fait partie du Groupe KEOLIS, filiale de la SNCF. Par un communiqué, l'union Solidaires transport a publiquement manifesté son soutien aux camarades de la SAC et dénoncé l'attitude des patrons de KEOLIS. Lors du Comité d'Entreprise Européen, le représentant de la fédération SUD-Rail [Solidaires] a interpellé la direction du Groupe SNCF.



## ripostes syndicales face à l'extrême droite

des locaux scolaires et il communique largement dessus. Cependant, dans les autres communes, les moyens sont très limités. Par exemple, à Bollène, la mairie a refusé durant des mois d'assurer la réfection de la cour de l'école alors qu'il y avait danger. C'est seulement suite à l'intervention du CHSCT, et juste avant les élections municipales, que les travaux ont été réalisés.

Le maire d'Orange va plus loin encore dans la rigueur budgétaire : alors que le CTDEN (préciser le sigle : pas trouver !) avait attribué des postes d'enseignant-es à la commune, le maire a refusé les postes car il ne voulait pas un fonctionnaire de plus sur sa commune (budget de l'État et non budget communal).

### Chasse aux pauvres et racisme de classe

Les attaques contre les pauvres se sont multipliées dès les premières semaines suivant les élections municipales : fermeture de centres sociaux dans les quartiers populaires (Fréjus, Beaucaire), suppression de la gratuité de la cantine pour les ménages les plus pauvres, sous prétexte de « responsabiliser les parents » (Le Pontet), fin de la gratuité des transports scolaires et baisse de 46 % du budget du CCAS (Centre communal d'action sociale) à Cogolin, fin de la gratuité des TAP (temps d'activités péri-scolaires) à Beaucaire, fin de l'accueil en études surveillées des enfants dont les parents ne travaillent pas à Béziers.

A Beaucaire, la mairie a demandé aux personnels de fournir la liste des usagers du relais jeunes et point jeunesse mais ils-elles ont refusé.

A Bollène, la mairie fait pression sur la PJJ (Protection Judiciaire de la Jeunesse) pour l'accès à ses locaux, y fait irruption et interrompt des entretiens avec des jeunes usagers.

Pour résumer, le maire de Béziers a déclaré qu'il allait « vider le centre-ville des pauvres, des Arabes et des Gitans ».

### Instrumentalisation de la laïcité

Les élu-es de la mairie de Cogolin ont fait inscrire dans le règlement intérieur que les femmes voilées ne doivent pas accompagner les sorties scolaires.

Les cantines d'Orange ne proposent pas de

repas de substitution et mélangent même le porc au reste des aliments dans l'assiette.

### Unie-es contre l'extrême-droite

Les échanges d'expériences ont permis de trouver des pistes à poursuivre pour lutter uni-es contre l'extrême-droite

- Dans les instances où siègent des élu-es d'extrême-droite, faire des motions pour réaffirmer les valeurs fondamentales de l'école (en conseils d'école, et désormais en CA des collèges où des conseillers départementaux d'extrême-droite commencent à siéger)
- Informer les collègues sur « comment réagir lors d'un conseil d'école » face aux élu-es d'extrême-droite, les informer sur les outils légaux et les utiliser (par exemple faire intervenir le CHSCT en cas de refus de travaux car dès lors obligation est faite à l'administration de traiter la question)
- Faire des communiqués pour dénoncer les pratiques des mairies d'extrême-droite.
- Interpeller l'administration pour qu'elle soutienne les personnels face aux élu-es d'extrême-droite. Lorsque l'administration est défaillante, le communiquer aux collègues, et le médiatiser
- Faire circuler plus l'information auprès des syndiqué-es, développer la communication entre différents lieux et différents syndicats mais informer aussi dans les villes où l'extrême-droite n'est pas au pouvoir.
- Créer des liens et chercher le soutien des parents d'élèves, sachant que dans plusieurs communes, les associations de parents d'élèves sont noyautées par l'extrême-droite
- Discuter avec les collègues sur ce qu'est la laïcité afin de lutter contre son instrumentalisation

**Au-delà des communes répertoriées, nous devons rester vigilant-es. Combien de communes sont sans étiquette et ont des pratiques d'extrême-droite ?**



La commission économique de Solidaires a publié une fiche sur le programme économique du Front national, dont nous publions ici de larges extraits. Derrière son discours soit disant « anti-système » qui prétend défendre les classes populaires, le parti de Marine Le Pen ne prône pas de solutions en rupture avec les politiques menées depuis des années en faveur des patrons et des plus riches.

## Économie et Front National: des mauvaises questions et des mauvaises réponses

Depuis la reprise en main du FN par Marine Le Pen, le discours libéral-nationaliste, dans la droite ligne de la pensée reaganienne et thatchérienne des années 80, s'est accentué. Sous l'influence de personnalités telle que Florian Philippot, venant de la mouvance souverainiste, le FN produit un discours en trompe-l'œil qui vise à ratisser large en utilisant une rhétorique de gauche, sous-tendue par un nationalisme exacerbé. En réalité, ce parti fustige de manière formelle les excès du libéralisme mais sans jamais remettre en cause les fondements du système capitaliste. Il prône un bon vieux capitalisme français exploitant une main-d'œuvre française.

Si la thématique raciste, relookée par une stigmatisation des musulmans, reste centrale, le FN est à l'offensive pour gagner toujours plus d'audience dans la classe ouvrière mais aussi chez les fonctionnaires, en faisant mine de défendre le service public, et surtout en voulant détruire tout ce qui favorise l'organisation collective autonome des travailleurs-euses via notamment les syndicats.

Le Front National est économiquement et socialement l'ennemi des travailleurs-euses.

### Front National et Dette publique

Comme tous les libéraux, le Front National a fait de la dette l'ennemi public numéro 1, la cause de tous les malheurs de l'économie française. Loin de penser qu'il y a une bonne dette, c'est bien le thème d'une dette plombant l'économie française qui est constant dans la thématique du Front National.

Le plan de désendettement que Marine Le Pen présentait lors des élections

présidentielles de 2012 se contentait pourtant d'aligner les chiffres sans préciser clairement les méthodes pour arriver à ce qu'elle projetait. Pourtant en creux, il se dégageait, comme pour l'UMP et le PS, la même idée : la mise en place d'un plan de rigueur.

La résorption de la dette doit, pour le FN, rentrer à marche forcée dans le schéma idéologique développé depuis des années par le FN : la sortie de l'euro1 et la lutte contre l'immigration. Le total des économies envisagées atteindrait alors 70 milliards d'euros.

### Brève antifasciste...

#### Adhérer au Comité pour Clément

Le 5 juin 2013, Clément Méric, syndicaliste et antifasciste, était frappé à mort par des militants d'extrême droite. Partout en France des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue pour marquer leur opposition résolue à l'extrême droite avec un espoir : « Plus jamais ça ». Du monde entier des témoignages de soutien nous sont parvenus.

Adhérer en soutien au Comité pour Clément c'est aider à structurer un réseau qui recevra régulièrement des informations et qui sera un outil décisif pour relayer la campagne politique du comité qui sera menée à l'occasion du procès des néo-nazis. Cela permet également de soutenir financièrement cette campagne mais également de participer au paiement des frais d'avocats des camarades présents avec Clément le 5 juin.

*Adhésions individuelles : 10 euros.*

*Adhésions au titre de structures nationales : 150 euros.*

*Adhésions au titre de structures locales : 50 euros.*

[HTTP://WWW.POURCLEMENT.ORG/](http://www.pourclement.org/)

**La lutte contre l'immigration au centre des théories économiques du FN**

Sur les 70 milliards d'économies envisagées, 40 milliards seraient effectués grâce à la lutte contre l'immigration et les dépenses qui y sont liées. Cette partie de son programme s'appuie sur les travaux d'un « économiste », Yves-Marie Laulan qui fait les beaux jours de Radio Courtoisie. L'immigration y est vue sous le prisme des « charges » qui pèsent sur l'État français. Pour notre économiste de supermarché discount, la vision est donc simple : **éliminer toute réflexion qui pourrait donner un côté positif de l'immigration sur l'économie française.**

Pire, il s'agit aussi de faire des immigré-es les responsables de la stagnation des salaires dans le pays. Ainsi Marine Le Pen affirmait que l'immigration est « voulue et sans cesse réclamée par le Medef, la Commission européenne et les grands groupes du CAC 40, l'immigration est une arme au service du grand capital »<sup>1</sup>. Bref l'immigration fait subir une concurrence déloyale dans notre propre pays. Comme toujours le FN détourne la colère des salarié-es des vraies cibles que sont les exploiters patronaux. Ce sont ces derniers qui fixent les salaires et pas les immigré-es.

De plus, c'est un raisonnement en dehors des réalités pour plusieurs raisons. Premièrement, au vu de la précarité dans les secteurs concernés (restauration, BTP, service à la personne comme les ménages ou aide à domicile) et des salarié-es employé-es, principalement issu-es de l'immigration, la concurrence se ferait plutôt entre les ancien-nes immigré-es et les nouveaux arrivant-es. Loin de faire pression sur le salariat français en général c'est bien sur les immigré-es (qu'ils possèdent des papiers ou non) que pèse la loi de la concurrence.

**Deuxièmement, Marine Le Pen ne pointe que les grandes entreprises et le MEDEF sur l'utilisation de la main-d'œuvre immigrée. C'est une aberration et ce n'est pas un hasard. La plupart des entreprises concernées par cette soi-disant concurrence sont des petites structures, ces TPE et artisans dont le Front National se veut le porte-parole, qui, les premiers, ont recours au travail au noir ou dissimulé.**

Dans le logiciel raciste du Front National, il

s'agit de faire entrer dans le crâne de la population l'équation «ravage» de l'immigration égal insécurité, et de justifier le tout sécuritaire et répressif pour diminuer la dette !

**Les patrons, les plus riches et la fiscalité**

Le FN voudrait nous faire croire à la disparition de toute trace libérale ou capitaliste qui imprégnait le programme du FN depuis sa création. Le remplacement de Jean Marie par Marine aurait fait apparaître un axe pro-salarié et anti-patronat.

Or, le poujadisme n'a jamais quitté le logiciel FN qui se constitue en défense des petits patrons, un thème déjà présent il y a plusieurs dizaines d'années. C'est aussi pour cela que le FN est pour les dérogations aux 35 heures (même si cela devrait se faire avec une soi-disant augmentation des salaires mais sans contraintes) et le rétablissement de l'apprentissage à 14 ans.

Mais allons plus loin. Le FN est en apparence vent debout contre la finance et les grandes entreprises. Pourtant la rhétorique même du Front National montre que le problème n'est pas tant la finance que son origine : l'utilisation du terme

de « *finance apatride* » ou de « *capitalisme financier mondialisée* » est là pour le prouver. Ce qui gêne le Front National, ce n'est pas tant la finance mais cette mondialisation de la finance.

**Pour appuyer ce programme soit-disant économique en faveur des salarié-es, le Front National développe des mesures sur les suppressions de cotisations sociales, de suppressions d'impôts dans un cadre global de préférence nationale, de fermeture des frontières. Une cohérence idéologique mais pas de cohérence politico-économique.**

L'impôt constitue alors une cible privilégiée pour le Front National qui vise notamment les impôts qui « étouffent la libre entreprise et les TPE/PME ». Dans la même ligne le Front National compte supprimer l'impôt sur les Grandes Fortune (ISF) pour restaurer une justice fiscale.

C'est sur cette thématique fiscale, et plus globalement, sur l'intervention de la puissance publique dans l'économie, que le positionnement économique de droite du FN demeure le plus explicite : la thématique de la lourdeur de l'État



<sup>1</sup>-Tous les passages en italiques sont des citations de membres du Front National.

## ripostes syndicales face à l'extrême droite

est une valeur sûre du FN : pour Marion Maréchal-Le Pen, « *la politique doit être la moins contraignante possible pour être efficace* », le candidat des Pays de la Loire dénonce « *la spoliation fiscale des entrepreneurs* » et appelle à « *libérer l'économie de ses pesanteurs* », ce qui permet à Louis Aliot de préciser que « *non, le programme économique du FN n'est pas d'extrême gauche* » et que « *le marxisme n'a jamais influencé de près ou de loin notre ligne politique* »<sup>2</sup>. Le FN, derrière un discours anti-système qui fustige la financiarisation de l'économie, demeure attaché à une économie de marché d'essence libérale, sans régulation publique et où l'outil de redistribution majeur qu'est l'impôt doit être réduit à sa plus simple expression. Le FN ne porte donc aucun projet de réduction des inégalités et d'émancipation des classes populaires.

Il en est de même sur la question des prestations sociales (logement, formation professionnelle). Pour vendre ces propositions le FN essaye un relooking de son vocabulaire : il est passé de la préférence nationale chère à Jean Marie Le Pen à la priorité nationale<sup>3</sup>. C'est une subtilité sémantique qui s'appuie sur les mêmes ressorts qu'auparavant, et vise à instaurer un apartheid à la française.

Quant aux réponses du FN à la crise écologique, elles sont tout bonnement absurdes.

Non seulement il persiste sur le modèle productiviste mais, pour ne pas avoir l'air de ne rien dire sur le sujet, invente la notion d'écologie patriotique ! On avait remarqué que le nuage de Tchernobyl s'était arrêté aux frontières ! Enfin, se borner, comme le fait le FN, à la question de la seule réindustrialisation comme réponse à la crise, est indigente.

Pour le FN, il ne s'agit surtout pas de remettre en cause la logique productiviste et consumériste, ni la propriété privée des grands moyens de production, et ni de défendre la nécessité d'une démocratie sociale qui donne le pouvoir aux salarié-es, aux citoyen-nes de déterminer ces choix de société.

C'est aussi gommer le fait que le développement des entreprises y compris françaises s'est fait sur le dos des pays du Sud en exploitant les ressources locales au profit des économies occidentales.

Marine Le Pen se présente comme la « candidate anti-système », en défense du peuple, des « laissés-pour-compte » de la crise, mais le projet politique qu'elle incarne est avant tout celui d'un nationalisme exacerbé qui ne remet en cause ni le capitalisme, ni le libéralisme, ni la course au profit, ni la concentration des richesses dans les mains d'une minorité.

<sup>2</sup> - Citations extraites de « *Un pas à gauche, deux pas à droite* », Libération, 23 juillet 2015.

<sup>3</sup> - Pour le Front National, il faut supprimer le droit du sol. Pour le remplacement une nationalité française au mérite !!! Les critères sont assez ubuesques. Il faudrait faire preuve d'un caractère paisible, ce qui pourrait concerner et exclure, par exemple, des syndicalistes menant des actions d'occupation...

### Brève antifasciste...

Notre camarade Olivier Cuzon, avec d'autres militant-es politiques et syndicaux brestois-es, est depuis plusieurs semaines, la cible d'attaques extrêmement violentes de la part d'un site « nationaliste breton » Breiz Atao.

Il fait l'objet d'un « fichage de résistance patriotique » de la part de ce mouvement d'extrême droite fascisant.

Depuis quelques jours, ces attaques ont été doublées de menaces de mort via la page Facebook du responsable de ce site. Ce dernier, Boris Le Lay, a pourtant déjà été condamné à de multiples reprises pour des propos racistes et antisémites, et à une peine de prison de 6 mois fermes pour « provocation à la discrimination raciale ».

Ces menaces et intimidations sont inacceptables. Nous les condamnons avec force. La fédération SUD éducation et l'Union syndicale Solidaires apportent tout leur soutien à notre camarade et engageront toutes les procédures nécessaires à ses côtés pour que cessent ces agissements et tentatives d'intimidation.

Nos luttes syndicales, les valeurs de solidarité et d'égalité contre le tri social et l'individualisme, sont à l'opposé des idées et des pratiques de ces groupes fascistes.

Notre combat est aux côtés de ceux et celles qui luttent contre tous les groupes d'extrême droite !

## **L'extrême droite étudiante : mieux la connaître pour mieux la combattre.**

**Solidaires étudiant-es, syndicat de lutte a publié un 4 pages analysant le développement de l'extrême droite étudiante, décrivant ses différentes organisations et proposant des axes de lutte pour la combattre.**

# **Les différentes organisations étudiantes d'extrême-droite**

## **L'UNIMET**

L'UNIMET a été créée lors de la réaction gaulliste à la mobilisation étudiante et ouvrière de 1968, en opposition aux mouvements alternatifs, défendant les droits des femmes et des immigrées.

Aujourd'hui, l'UNIMET reprend les idées de la droite des Républicains dont est issue la majorité de leurs militants (une partie d'entre eux se trouvent néanmoins à l'extrême droite, au Front National par exemple), notamment par son implication dans La Manif Pour Tous et la reprise de mots d'ordres nauséabonds xénophobes et autoritaires. De plus, ses liens avec l'extrême-droite radicale restent importants, en faisant appel à l'aide, quand ils ne sont pas dans leurs rangs, à des royalistes et à des complotistes antisémites.

Ils défendent la privatisation, l'élitisation et la professionnalisation de nos universités, montrant du doigt les étudiantes et leurs formations comme responsables du chômage.

## **GUD - Assas Patriote**

Le Groupe Union Défense (GUD) est un syndicat étudiant néofasciste, rodé aux actions violentes. Surtout actif durant les années 1980, il reste aujourd'hui des morcellements de cette organisation à Lyon. À Paris - Assas, il a fondé Assas Patriote en février 2014, avec d'anciens militants d'UNIMET ainsi que des membres du Front National.

Il a une vision de l'université autoritaire, sans démocratie en son sein exclusive de tous droits étudiants, notamment en ce qui concerne le LGBTI, les femmes et les étranger-ères.

## **L'Action Française Etudiante**

L'Action Française Étudiante et l'Action Française Universitaire sont deux organisations de

jeunesse royaliste, la première étant la branche jeune l'Action Française, organisation d'extrême-droite prônant le retour à la royauté en France. L'Action Française Universitaire s'inspire aussi royaliste nationaliste Charles Maurras. Les deux organisations reprennent les thématiques réactionnaires classiques : autoritarisme, xénophobie, homophobie, racisme et sexisme. Leur implantation au sein d'établissements de l'Enseignement Supérieur reste faible, elle est surtout faite d'étudiantes issues de la haute bourgeoisie.

Les idées royalistes peuvent paraître plus sujets de moquerie que crainte, mais il faut être conscientes que ses groupes font de leur possible pour propager leurs idées réactionnaires et qu'on les voit souvent en soutien de groupes plus implantés et dangereux.

## **Le Front National / FNJ / Collectif Marianne**

Le Collectif Marianne a été lancé par le Front National en mars 2014 afin de tenter à s'implanter dans les universités, ce qui reste à ce jour un échec notoire.

Comme le GUD, avec qui les liens sont solides, ils défendent une université nationaliste et veulent mettre à mal les droits des étudiantes.

## **La Cocarde**

La Cocarde Etudiante est un syndicat créé au début de l'année 2015.

Se présentant comme « gaulliste et souverainiste », elle se donne pour but de concurrencer l'UNIMET par un retour à un discours plus radical, notamment pour ce qui est de la « préservation des identités culturelles ». Elle regroupe des membres de diverses organisations, des Républicains au Front National, en passant par Debout la France.

Pour contrer la montée de l'extrême-droite et de ses idées, une analyse de l'extrême-droite ne suffit pas et un antifascisme moral où l'on ne la désignerait que dans un rapport de bien et de mal est voué à l'échec. Ainsi, l'antifascisme que nous prôtons est un antifascisme de lutte, offensif, contre les idées réactionnaires.

Cette lutte passe par plusieurs points. Le premier est celui de la confrontation idéologique qui ne s'arrête à faire une analyse de la nocivité des idées de l'extrême-droite, elle passe aussi par une riposte antifasciste du mouvement social : être présentes dès que l'extrême droite apparaît, que cela soit lors d'une diffusion de tracts ou d'un meeting. Occuper la rue, nos universités, c'est invisibiliser l'extrême-droite pour, partout où elle se rend, qu'elle ne se sente

pas la bienvenue.

Il s'agit aussi de redonner de l'espoir à travers nos luttes. Pour aller de l'avant, pour montrer qu'une alternative au système actuel et aux anciennes valeurs est possible, pour redonner l'espoir face au renoncement et à la crise, il y a aujourd'hui la nécessité d'organiser un mouvement social pour imposer nos revendications, que ce soit en défendant une université libre, gratuite et ouverte à toutes, mais aussi en défendant l'amélioration de nos conditions de travail, que cela soit pour nos salaires, nos retraites, contre la pénibilité ou le recours aux emplois précaires.

**Nous devons aussi organiser sur nos universités de nouveaux espaces autogérés de solidarités afin de recréer du lien, pour pouvoir s'exprimer, discuter, partager et s'entraider.**

---

**Garder la mémoire... Pour mieux combattre la progression de l'extrême droite dans les têtes et dans les urnes. Garder la mémoire... Pour démontrer que le Front national n'a pas changé depuis 1972, qu'il est toujours un parti raciste, xénophobe, nationaliste et féroce hostile à l'action syndicale.**

## **Le nouveau livre de VISA est en vente ! Lumière sur mairies brunes**

Composé par Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes (VISA), ce livre est une «boîte à outils» pour les militant-es syndicaux, pour aider toutes celles et ceux qui font de l'extrême droite leur ennemi public numéro un.

Pour armer les militant-es, rien ne vaut la mémoire des faits et méfaits des mairies « brunes » remis dans la continuité historique des Le Pen, Mégret, Gollnish et autres Stirbois car des similitudes existent avec la gestion municipale d'Orange, Vitrolles, Marignane et Toulon à partir de 1995. C'est ce qu'il nous faut sans cesse remémorer aux salarié-es, aux ami-es, en famille... preuves à l'appui.

Cette démarche militante occupe l'esprit de bon nombre de militant-es syndicaux mais contrer la lepénisation des esprits, la « fachosphère » et ses effets sur les collègues

politiquement déboussolé-es relèvent encore trop souvent du casse-tête. Ce n'est pas tant le manque de conviction qui est en cause mais l'impression d'être face à une forme d'inéluctabilité de la désespérance sociale.

On retrouve donc dans ce livre le récit détaillé des faits et méfaits du Front national et de ses alliés au terme d'une année d'exercice du pouvoir municipal dans les quinze villes qu'ils occupent depuis le printemps 2014.

Si depuis cette date le FN ne transforme pas brutalement les villes conquises en laboratoires d'expérimentations fascistes, il n'en demeure pas moins que leurs délibérations sont marquées du sceau de la destruction des politiques sociales, du racisme, de la stigmatisation des étrangers, des populations d'origine immigrée et de la mise au pas des opposants.



## ripostes syndicales face à l'extrême droite

Attaques frontales contre la culture, baisses drastiques des subventions aux associations non soumises, surarmement des policiers municipaux, noms de rues changés, appropriation et falsification de symboles ouvriers, fonctionnaires territoriaux mis sous pression, ségrégation dans l'attribution des logements sociaux... Tel est le quotidien dans les municipalités brunes dont ce livre dresse le catalogue accablant, mais indispensable pour amplifier la riposte.

D'Hayange à Cogolin, de Villers-Cotterêts à Marseille, du Pontet à Mantes-la-Ville, le fond de sauce «brune» demeure l'ingrédient principal de la cuisine frontiste.

Les exemples ne manquent pas, ils sont répertoriés dans ce livre, par thèmes et chronologiquement, de mars 2014 à juin 2015.

On peut également y découvrir les analyses et communiqués de VISA ainsi que les expressions syndicales (CGT, Solidaires, FSU, CFDT) et intersyndicales qui sont autant de coups de projecteurs sur les réponses à apporter aux incursions du FN sur le terrain social. La lecture de ce livre permettra à chacun-e, de contrer les discours haineux et la démagogie sociale de l'extrême droite.

**Passez commande dès maintenant en l'adressant par courrier et avec le chèque à: VISA**  
80-82 rue de Montreuil

75011 PARIS

<http://www.visa-isa.org/>

**Tarif dégressif par tranche:**

**de 1 à 10 exemplaires**

**: 5 € l'unité**

**de 11 à 100 : 4 €**

**l'unité (commande par tranche de 10)**

**au-delà de 100 (commande par colis de 150 ou 200 ou 250...): 3 € l'unité**

**Le premier livre de VISA « Le FN au travail » est toujours disponible au prix de 5 €.**

**Relatant la période 1995 – 2002, il est malheureusement toujours d'actualité.**

**La brochure 2012 « Contre le programme du FN, un argumentaire syndical » est également toujours en vente.**

**Vous pouvez toujours commander " Barrage syndical antifasciste " paru en 2014.**



### Brève antifasciste...

Après Béziers, c'est en Moselle, à Knutange, commune limitrophe d'Hayange, qu'a eu lieu le 2 octobre une nouvelle initiative dans le cadre de la campagne CGT/Solidaires/FSU/UNEF/UNL contre l'extrême droite, ses idées et ses pratiques.

Il s'agissait notamment pour la centaine de syndicalistes présent-es de tirer un bilan de la gestion de la quinzaine de villes administrées par l'extrême droite, à partir des témoignages de ce que vivent les différents actrices et acteurs de l'éducation nationale, du secteur culturel, des associations et des services municipaux. Rappelons que 450 000 habitants vivent dans des mairies gérées par l'extrême droite et près de 6 500 agents territoriaux y travaillent.

L'objectif de cette nouvelle étape de la campagne syndicale unitaire contre l'extrême droite était d'éclairer sur les conséquences néfastes de la mise en œuvre de ses propositions et conceptions politiques dans l'objectif de mieux les combattre... notamment par l'activité syndicale au quotidien\*.

Face à ceux qui se prétendent les « amis des travailleurs et des laissés pour compte » et se font passer pour des « anti-système », alors qu'ils n'ont comme obsession que de se faire leur place au sein de celui-ci, les organisations syndicales ont une responsabilité importante. Et elles ont, par le nombre de leurs militant-es, leur présence au quotidien aux côtés des salarié-es et leur capacité à créer des solidarités concrètes, des outils pour faire reculer l'extrême droite et ses thèses ! Une nouvelle initiative de ce type aura lieu au printemps 2016.

\*Retrouvez le compte-rendu de cette initiative sur le site de Solidaires.

**Le congrès de Solidaires 45 s'est tenu les 23 et 24 octobre 2015, il a été l'occasion d'adopter une résolution « pour une riposte syndicale face à l'extrême droite »... dont l'intérêt dépasse le périmètre du Loiret.**

## **Solidaires Loiret: Antifascistes toujours**

Depuis le dernier congrès de Solidaires Loiret c'est peu dire que l'avancée des forces d'extrême-droite connaît un développement extrêmement inquiétant. Manifs réactionnaires contre le mariage homosexuel, explosion des agressions anti-musulman-e-s, meurtre de notre camarade Clément Méric, cristallisation d'un courant antisémite populaire autour du tandem Dieudonné-Soral et enfin forte progression électorale du Front national.

Ce dernier a conquis plusieurs villes aux dernières municipales et les prochaines échéances électorales (Régionales en décembre 2015) s'annoncent une nouvelle fois désastreuses. Pire, avec sa banalisation, ce sont les thématiques développées depuis plusieurs années par le FN qui désormais structurent le débat politique.



Cette banalisation de la principale force d'extrême droite touche plus largement la population, jusque dans les rangs militants. Le FN serait devenu un parti « comme les autres » et le racisme « une opinion ».

**Cette extrême droite qui s'approche dangereusement du pouvoir, quand elle n'y est pas déjà, nous la combattons résolument : parce qu'elle est radicalement étrangère aux valeurs de notre syndicalisme, parce qu'elle est**

annonciatrice de désastres pour l'ensemble de la population.

### **Solidaires et antifascistes**

Une phrase simple peut résumer notre engagement syndical : « Une injustice faite à l'un ou l'une est une injustice faite à toutes et tous ». Or, ce qui fonde les injustices dans notre société, ce n'est pas la présence de Roms, de Musulman-e-s ou de Juifs et juives, mais bien l'exploitation patronale et le système économique et social qui lui permet de se maintenir, le capitalisme

Ce positionnement a conduit l'Union syndicale Solidaires au plan national à renforcer son engagement dans le combat antifasciste. Deux quatre-pages nationaux ont été édités. Plusieurs congrès de fédérations ou syndicats

nationaux de Solidaires se sont penchés sur la progression de l'extrême droite et les moyens de l'entraver. Un groupe de travail national a été mis en place qui édite un bulletin) et une large partie de la première livraison de la revue de Solidaires, Les Utopiques, a été consacré à l'antifascisme.

Au-delà de ce travail propre à Solidaires, notre Union syndicale s'est impliquée dans quatre cadres nationaux :

initiatives syndicales antifascistes (VISA), la Coordination nationale contre l'extrême droite (CONEX), la campagne intersyndicale CGT-FSU-Solidaires et enfin le cadre informel créé suite à l'assassinat de Clément Méric avec la rédaction de la lettre « Le fascisme tue. Ensemble, combattons-le ! ».

Au plan national, notre Union syndicale a joué un rôle central dans les dernières mobilisations antifascistes : que ce soit pour

la manifestation nationale contre le congrès du FN à Lyon en novembre 2014, lors des manifestations parisiennes de 2013, 2014 et 2015 appelée par le Comité pour Clément ou lors des rencontres intersyndicales organisées en « territoire occupé » en mai dernier à Béziers et en octobre à Knutange.

**Dans le Loiret :  
reconstruire un antifascisme  
social**

Pour autant, l'antifascisme n'arrive pas à rassembler autant que lors des années 1990 et il est devenu extrêmement difficile de mobiliser.

Bien que nous ayons sollicité la FSU et la CGT du Loiret à deux reprises pour matérialiser localement la campagne intersyndicale contre l'extrême droite, aucune de ces deux organisations n'a souhaité réellement s'y engager.

Enfin, Solidaires Loiret n'a pas réussi à s'investir suffisamment dans le défunt Comité antifasciste et antiraciste du Loiret (CAAL), fondé après la mort de Clément Méric, pour lui permettre de se développer. Ce dernier collectif a malgré tout été à l'origine de deux initiatives : une campagne contre un spectacle/meeting de Dieudonné et une manifestation contre la venue de Marine Le Pen.

Bien sûr, l'antifascisme « seul » ne peut pas se suffire à lui-même. Pour Solidaires c'est bien en articulant combat antifasciste, lutte syndicale concrète et perspectives anticapitalistes qu'il est possible de donner des coups de boutoirs à l'imposture sociale que représente l'extrême droite. Mais un combat antifasciste spécifique est nécessaire dans lequel nos structures syndicales ont leur place à prendre : ne serait-ce que pour essayer de mobiliser la jeunesse dans laquelle aussi l'extrême droite progresse (qu'il s'agisse de Le Pen ou Dieudonné).

D'autant que dans notre département le FN s'implante de plus en plus (présence de deux conseillers municipaux frontistes à Orléans) et que nous voyons apparaître des groupes plus radicaux. Les actes de vandalisme commis en octobre dernier à Orléans contre Muslim Assistance en attestent – des croix gammées et des têtes de cochons avaient été taguées sur les murs de cette entreprise de pompe funèbre musulmane. Les prochaines élections régionales vont sans doute être l'occasion d'un nouveau « score » de l'extrême droite : plus cette dernière progressera, plus les risques de violences racistes augmenteront.

Bien sûr, la première de nos tâches est de (re)construire des sections, des syndicats, plus forts, plus ancrés, plus à l'écoute de nos collègues de travail. C'est aussi en démontrant que notre solidarité est plus forte que les crispations identitaires que nous dresserons un rempart efficace contre les extrêmes-droites. Pour autant, si cette tâche est nécessaire, elle ne se suffit pas à elle-même.

**Combattre le fascisme, c'est aussi s'assurer de la clarté des positions et des discours de nos adhérent-e-s, c'est aussi faire de la formation, de l'information sur le racisme, le sexisme, l'homophobie.**

La difficulté à mobiliser contre les extrêmes droites, y compris dans nos rangs, doit nous poser des questions : ce combat est-il considéré comme dépassé, comme « d'arrière-garde » ? Nous ne pourrions plus enrayer la montée du FN vers le pouvoir ? Les formes de mobilisations « traditionnelles » ne serviraient plus à rien ? Dans ce cas, quelles autres formes de mobilisation pouvons-nous promouvoir ? Comment ancrer l'antifascisme dans nos syndicats ? **Pour approfondir notre réflexion, et dans le but d'enrichir notre action, ces questions méritent d'être posées dans nos équipes militantes de sections, de syndicats et bien sûr au sein du Conseil syndical.**

Solidaires Loiret peut également sans doute plus et mieux relayer ce qui est déjà produit, et notamment en direction de la population et des travailleurs et des travailleuses

**Solidaires Loiret tentera d'organiser des diffusions publiques du matériel national de notre Union syndicale (4 pages notamment) aux portes des entreprises où nous ne sommes pas ou peu implanté, mais aussi sur des ronds-points, des marchés, etc.**

Nous ne pouvons pas faire l'impasse sur la campagne intersyndicale. **À nouveau, Solidaires Loiret interpellera la FSU et la CGT pour trouver ensemble comment décliner localement cette campagne.**

Enfin, Solidaires Loiret peut peut-être essayer de jouer localement le rôle que tient notre Union syndicale au plan national. La réactivation d'un outil comme le CAAL est sans doute prématurée, même si cela peut rester un objectif. **Pour relancer un travail unitaire contre l'extrême droite, Solidaires Loiret proposera aux autres organisations engagées dans les luttes sociales, les résistances et les solidarités concrètes de tenir une initiative publique contre l'extrême droite.**

L'Union syndicale Solidaires milite pour combattre l'extrême-droite et ses diverses manœuvres



**Tract rédigé en janvier 2014...  
mais toujours d'actualité !  
L'extrême droite est un danger mortel  
Le FN est son venin**

- Le FN profiteur du désespoir
- Le FN n'est pas l'ami des salarié-es !
- Selon le FN, priorité au capitalisme national
- L'immigration, bouc-émissaire de tous les maux
- Les droits des femmes dévoyés
- Face à l'extrême droite, on a besoin de luttes

sociales victorieuses !

- Soyons solidaires et antifascistes : une campagne unitaire

**Les fiches pratiques sont toujours disponibles  
Mieux comprendre pour mieux combattre**

- Les théories du complot, une vision fausse dumonde
- Le grand remplacement



**à retrouver sur le site  
www.solidaires.org**

**Mots croisés antifascistes**

Horizontal:

- 2** - Antisémitisme sur canapé
- 4** - Ils-elles en abusent
- 7** - Mot d'ordre espagnol
- 8** - Sont sorti-es des beaux quartiers pour manifester
- 9** - Antisémitisme sans canapé

Vertical:

- 1** - Meilleur allié du fascisme
- 2** - Notre antifascisme l'est
- 3** - Du Pareil au même
- 5** - Opportuniste dyonisien
- 6** - Opportuniste lorrain

